

Commission : COP (Conférence des Parties)

Question : Faut-il démondialiser pour répondre à l'urgence climatique ?

Auteur : Nigéria

Dans le monde du XXI^e siècle, il est évident que le phénomène de mondialisation est essentiel au développement des pays dits du « Sud ». Les différents accords de libre-échanges internationaux notamment concernant les échanges d'hydrocarbures sont indispensables pour maintenir l'équilibre économique au Nigéria, étant le 8^e exportateur mondial. Concrètement, le pétrole représente près de 95 % des exportations nationales soit environ un tiers du PIB du pays pour environ 35 milliards de barils en réserve. Ainsi, le pays ne pourrait pas se placer comme un des pays les plus influents et puissants d'Afrique sans ce que permet la mondialisation.

En outre, la République Fédérale du Nigéria est aussi consciente que la protection de l'environnement ne doit pas être négligé pour autant. En effet, le Nigéria a constaté avec effroi les dégâts causés par des désastres environnementaux et sanitaires à l'instar des marées noires dans le delta du Niger, comme le décrit le rapport de l'Amnesty International de 2009. De plus, ces installations défectueuses étaient des réponses directes aux besoins du pays face à la mondialisation, ce qui met bien en évidence ce lien entre environnement et mondialisation. C'est d'ailleurs pourquoi le Nigéria a décidé de multiplier ces dernières années les projets d'exploitation des énergies renouvelables comme le solaire.

Les émissions de gaz à effet de serre (GES) sont aussi un problème majeur, particulièrement au Nigéria puisque ces dernières pourraient augmenter de 114 % d'ici 2030 sur le territoire. Face à ces enjeux, le Nigéria a déjà prouvé par le passé son engagement en faveur de l'action climatique avec à titre d'exemple la ratification de l'Accord de Paris de 2015.

Enfin, le Nigéria souffre aussi de la déforestation, sujet étroitement lié aux émissions de GES. Effectivement, la mondialisation permettant une croissance importante, la République Fédérale Nigériane constate avec peine que plus de 100 000 km² de forêt ont été détruits ces 25 dernières années principalement en raison de l'expansion de l'agriculture mais aussi à cause du développement industriel et urbain. C'est la raison pour laquelle le Nigéria adhéra au programme REDD+ coordonné par l'ONU en 2009.

Pour conclure, le Nigéria est prêt à faire des efforts, comme il en a déjà fait auparavant, pour lutter contre le changement climatique étant un pays vulnérable à ce niveau. En revanche, ces dispositions doivent être prises dans la mesure où elles ne doivent pas être un frein nuisible au phénomène de mondialisation, qui permet un développement indispensable au niveau social, économique et sanitaire de ce territoire africain faisant partie des pays émergents « MINT ».